

---

# LE POINT DU JOUR, O U

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à  
l'Assemblée Nationale.

N<sup>o</sup>. CCXXVII.

Du Dimanche 28 Février 1790.

Suite du discours de M. Godard.

LA commune de Paris a fait dans cette circonstance douloureuse tout ce que son admiration pour M. l'abbé de Lépée & son inquiète sollicitude pour le malheur, pouvoient exiger d'elle. Elle a confié l'éducation provisoire des sourds & muets à un ecclésiastique, élève de M. l'abbé de Lépée, & long-temps lié avec lui, & elle a ramené à son institution primitive un ancien & saint usage que la flatterie avoit usurpé pour honorer la vaine grandeur, en ordonnant un éloge funèbre de l'instituteur des sourds & muets.

» C'est à vous, messieurs, qu'il appartient de faire le reste. Il importe à la gloire & à la sensibilité de la nation française, qu'un établissement public soit créé en faveur des sourds & muets: & cet établissement, pour être vraiment rationnel, pour être un asyle ouvert à tous les malheureux de cet empire que la nature auroit également disgraciés, doit être créé par vous.

» Nous savons qu'en général, il peut être indiscret de proposer la formation d'un établissement nouveau, lorsque les ressources du trésor public sont à peine suffi-

Tome VII.

R

fantes pour entretenir ceux qui existent ; mais ce n'est point lorsque l'établissement est aussi nécessaire que celui qui vous est proposé, ce n'est point lorsqu'on parle à des hommes qui n'ignorent pas que ce ne sont jamais les dons modérés d'une bienfaisance indispensable, mais les injustes prodigalités de la faveur, qui sont onéreuses à un état, & qui le ruinent ou l'appauvrissent.

L'établissement d'ailleurs est, pour ainsi dire, créé à l'avance, & il n'a presque plus besoin que d'être consacré par votre autorité. Le roi avoit destiné, pour cette œuvre d'humanité & de justice, une partie de la maison & des biens des célestins qui résidoient à Paris, & qui sont depuis quelques années supprimés. Déjà même le décret en avoit été arrêté dans son conseil. . . . . Ah ! nous n'avons plus rien à ajouter maintenant ; les intentions du roi sont connues de vous, & elles seront exécutées : car il vous fera honorable & doux en même-temps, Messieurs, de pouvoir accomplir ces desseins généreux d'un roi que vous chérissiez, d'avoir quelque chose à faire pour lui, lorsqu'il fait tant de choses pour son peuple ; d'aller enfin au devant de lui pour lui complaire, lorsqu'il vient lui-même au devant de vous pour vous rendre heureux ; & en secondant ainsi son penchant à la bienfaisance, vous aurez encore la douceur de recueillir les bénédictions des malheureux pour qui votre justice est un besoin, & à l'égard desquels votre humanité est un devoir. »

*Du 13 Février 1790.*

L'assemblée a unanimement adopté l'adresse relative aux sourds & muets, proposée par MM. Godard, Thuriot de la Stozière, le curé de Saint-Etienne-du-Mont & Floreau de la Tour, nommés commissaires.

M. le Président a témoigné aux députés de la commune de Paris la sensibilité de l'assemblée à l'état des infortunés à qui l'abbé de Lépée avoit prodigué tant de secours. Il a



assuré à la députation qu'elle prendroit cette demande en grande considération.

*Séance d'hier.*

Le procès-verbal ayant été lu, M. de Cernon a fait plusieurs rapports au nom du comité de constitution, relativement à quelques dispositions particulières aux départemens du bas Dauphiné, d'Auvergne & des Landes.

Voici les quatre décrets qui ont été rendus.

*Premier décret.*

« L'assemblée nationale décrète que la paroisse de Sébazat, située entre Clermont & Riom, a la faculté d'opter celui des deux districts auquel elle desire être réunie. »

*Second décret.*

« L'assemblée nationale décrète que Cazerès & Grénade seront provisoirement du district de Saint-Sever, sauf à ces paroisses à exprimer leur vœu à l'assemblée du département sur le district auquel elles désireront être attachées.

» Que Castendet, Maurens, Saint-Cristau, Bacons, Beuquet, seront du district de Mont-de-Marsan. »

*Troisième décret.*

« L'assemblée nationale décrète que les paroisses de la vallée de Grignan ont la faculté d'opter sur leur union au département du bas Dauphiné, & d'exprimer à cet égard leur vœu à la prochaine assemblée des électeurs. »

*Quatrième décret.*

L'assemblée nationale décrète :

« Que la vallée de Lemuzat, les paroisses de Sederon & Egalayes, & celle de Lens, enclavées dans le département du Bas-Dauphiné, sont réunies à ce département pour faire partie des districts dans l'enclave desquels elles se trouvent.

» Que les paroisses de Contadour & Redourtier, faisant ci-devant partie du département du Bas-Dauphiné, sont réunies au département du nord de la Provence. »



Après avoir posé les conséquences principales qui dérivent de la destruction du régime féodal, il étoit naturel d'arriver à la suppression de la main-morte tant réelle que personnelle, & la servitude personnelle, & les droits dépendans ou représentatifs de l'un & de l'autre ; mais en traitant cet objet, il étoit difficile de tracer la ligne de démarcation entre la servitude & la propriété : c'est ce qui faisoit dire à M. Merlin : « Plusieurs difficultés se sont présentées : la première est de savoir précisément quelle a été votre intention, en abolissant la main-morte réelle. Avez-vous par-là affranchi de tous droits, & la personne & le fonds du main-mortable ? ou bien, en faisant jouir la personne d'une liberté entière, & en effaçant du fonds même les traces de la main-morte, avez-vous laissé subsister sur ce fonds les droits qui n'ont par eux-mêmes rien de servile ? »

« En un mot, la condition du possesseur de fonds main-mortable est-elle aujourd'hui meilleure, que si originairement il lui avoit été fait une concession en censive, au lieu d'une concession en main-morte ? Le comité a pensé qu'en l'abolissant, & en affranchissant des droits qui en étoient la suite, tous les fonds main-mortables, vous n'aviez pas touché aux droits qui ne tenaient point à la main-morte elle-même, & dont les fonds mainmortables partagent le fardeau avec les fonds libres.

« La seconde difficulté s'est élevée sur l'abolition prononcée des droits représentatifs de la main-morte. Vous avez décrété l'abolition pure, simple & sans indemnité de tous les droits qui représentent la main-morte, & en cela vous n'avez fait que suivre le fil des principes éternels qui assurent à l'homme une liberté toujours inaliénable, & que jamais ne peuvent atteindre, ni l'esprit commercial, ni les transactions qu'il produit. Sous ce rapport votre décret est souverainement juste, & il n'y a que la cupidité en délire qui puisse



le censurer ; mais si la justice de ce décret est au-dessus de toute critique relativement aux droits représentatifs de la main morte personnelle, il n'en seroit pas de même par rapport aux droits représentatifs de la main-morte réelle, si à cet égard votre décret étoit entendu à la lettre. »

M. Merlin a expliqué ensuite les raisons qui ont déterminé le comité, qu'il n'y a dans les traités qui ont substitué la tenure en censive à la tenure en main-morte, rien qui ne s'accorde parfaitement avec les principes de la justice ; rien qui ne derive directement du droit de propriété ; rien par conséquent qu'il ne soit dans votre devoir, comme dans votre intention de maintenir. Sous quel prétexte pourroit-on donc dépouiller le seigneur des droits de cens, & de lods & ventes qui remplacent actuellement dans ses mains, la main-morte & les droits qu'elle produisoit ? C'est d'après ces principes que le rapporteur du comité féodal a proposé les premiers articles du titre 2<sup>e</sup>. à la délibération.

M. l'évêque de Perpignan prétendoit que la main-morte ne pouvoit être abolie sans indemnité ; mais M. Tronchet a distingué les différentes espèces de main-morte ; il a comparé la tenure en main-morte réelle à la tenure censive ; & il a démontré la justice des articles proposés par le comité.

M. Christin est monté à la tribune pour défendre la cause de ses anciens cliens. » En quoi consiste la main-morte, même celle qu'on appelle réelle, a-t-il dit ? dans l'obligation imposée au cultivateur de vivre éternellement, non-seulement dans le même village, mais dans la maison de son père avec ses enfans, ses frères, ses sœurs, ses neveux, ses cousins, sous peine de perdre le droit de disposer des biens qu'il a possédés dans ce village, sous peine encore d'être à jamais exhéredé des portions qui

R 2



appartiennent à ses parens dans les mêmes biens; ainsi la liberté naturelle d'aller, de venir, de changer de domicile, liberté que nous avons consacrée dans la déclaration des droits, est proscrite dans les pays de main-morte. Le citoyen ne cesse d'être frappé, par ces coutumes barbares, d'une espèce de mort civile; en abolissant ces coutumes injustes & cruelles, l'assemblée nationale a fait justice & non pas grace; & on ose lui proposer aujourd'hui de revenir sur son décret, de contredire ses propres principes, & d'effacer de ses arrêts l'abolition gratuite de la main-morte réelle, qui n'en est que la conséquence immédiate. »

M. de Biancourt trouvoit injuste d'abolir sans indemnité des droits dérivans d'une concession de fonds faite à un très-bas prix. Il accusoit l'abbé de Mably d'avoir exagéré l'état des mains-mortables, d'avoir compromis les droits des seigneurs, & de n'avoir pas connu ce genre d'intérêt par lui-même, n'ayant pas habité cette province.

MM. Muguet & Robespierre soutenoit que la main-morte ne devoit son origine qu'à l'oppression & à la violence; que toutes les présomptions étoient contre le seigneur, & que c'étoit à eux à prouver que la concession des terres étoit la source de la main-morte; ils ont proposé pour amendement, que les main-mortables seroient déchargés, à moins que les seigneurs ne prouvent par titres, que la main-morte est le fruit de la convention.

M. Grellet de Beauregard a proposé un autre amendement au troisième article, mais la question préalable les a tous rejetés. Les trois premiers articles du projet du comité ont été mis aux voix, & l'assemblée les a décrétés en substituant seulement au deuxième article le mot *autres* à celui de *même*. Les voici tels qu'ils doivent former le titre 2 des droits seigneuriaux qui sont supprimés sans indemnité.

La  
la fe  
en m  
droits  
main  
titre d  
& tou  
nelle  
biens,

Néa  
morte  
autres  
ils éto

Les  
droits  
par v  
pas d  
dont  
dassen  
ritage  
seigne

Ce  
de ve  
quelq  
pour  
sions  
de fai  
crets  
loi, a



## ARTICLE PREMIER.

La main-morte personnelle, réelle ou mixte, ainsi que la servitude personnelle du possesseur des héritages tenus en main-morte réelle, celle de corps & de poursuite, les droits de taille, de corvées personnelles, d'échute, de vuidemain ; le droit prohibitif des alienations & dispositions à titre de vente, de donation entre-vifs ou testamentaire, & tous les autres effets de la main-morte réelle, personnelle ou mixte, qui s'étendoient sur les personnes ou les biens, sont abolis sans indemnité.

## ART. II.

Néanmoins, tous les fonds ci-devant assujettis à la main-morte réelle ou mixte, continueront d'être assujettis aux autres charges, redevances, tailles ou corvées réelles dont ils étoient précédemment chargés.

## ART. III.

Lesdits héritages demeureront pareillement assujettis aux droits dont ils pouvoient être tenus en cas de mutation par vente, pourvu néanmoins que lesdits droits ne fussent pas des compositions à la volonté du propriétaire du fief dont ils étoient mouvans, & que lesdits droits n'excédassent point ceux qui ont accoutumé être dûs par les héritages non-main-mortables tenus en censive dans la même seigneurie, ou suivant la coutume.

Ces trois articles avoient été décrétés à la fin de la séance de vendredi, & celle d'hier a été ouverte par la lecture de quelques observations très-judicieuses que M. Merlin a faites pour développer de plus fort l'article IV, dont la discussion a occupé toute la séance. Il étoit difficile en effet de faire un article qui, en interprétant l'article I<sup>er</sup> des décrets du 4 août, conciliât les égards dus au texte de cette loi, avec le respect religieux qu'exigent des représentans de

la nation, & qu'obtiennent toujours la raison & l'équité naturelle.

L'article IV a été mis aux débats ; il portoit en principe général l'exécution des actes d'affranchissement, par lesquels la main-morte réelle ou mixte, auroit été convertie sur les fonds ci-devant affectés de cette servitude, en prestations foncières & en droits de lods.

Cet article portoit pour exception les actes dans lesquels ces charges & droits de mutation excédoient les charges & droits usités dans la seigneurie, ou établis par la coutume relativement aux terres censuelles non main-mortables.

M. Muguet a attaqué cet article comme renfermant une violation de l'article I<sup>er</sup> des décrets du 4 août.

« Tous les publicistes, a-t-il dit, ont soutenu que la main-morte n'avoit d'autre origine que l'oppression & la violence : en effet, ce droit barbare communiqué par la seule habitation d'un an & un jour sur une terre main-mortable, n'a jamais pu provenir d'une convention volontaire & libre. Ces droits n'ont été aggravés que pour les états de Franche-Comté, composés de nobles, de prélats & de prévôts à leurs gages. On ne peut pas assimiler les droits de main-morte de la Franche-Comté à ceux des autres provinces ; d'ailleurs vos décrets ont aboli ce droit horrible, & certes vous ne le rétablirez pas. »

M. Muguet ayant été interrompu, a ajouté qu'il parloit contre ses propres intérêts, puisqu'il étoit propriétaire de pareils droits, mais que la justice & l'humanité l'emportoient dans son ame sur toute autre considération ; il a appuyé son opinion sur la note de la page 6 de la suite du rapport du comité, & il a demandé qu'en exécution des décrets du 4 août, tous les droits représentatifs de la main-morte, fussent abolis sans indemnité, à moins



que les seigneurs ne prouvassent qu'ils résultoient d'une concession de terres.

M. Cochard a défendu avec la même chaleur les intérêts des main-mortables; après avoir parcouru rapidement les différens âges de la féodalité, il a montré l'origine de la main-morte, à cette époque malheureuse de la dégradation de la monarchie française, où l'on ne vit plus que des tyrans armés & des esclaves cultivateurs; où les fiefs devinrent héréditaires, & les justices patrimoniales; où les seigneurs étendirent l'empire de la féodalité jusque sur les élémens. Il a prouvé ensuite que main-morte & justice, main-morte & fief ou directe, n'avoient rien de commun; que si la censive étoit confondue avec la main-morte, les seigneurs seroient fondés dans leurs prétentions; mais que dans la plupart des terres où la main-morte existe, on n'avoit jamais connu ni la censive, ni les lods, telle que l'abbaye de Luxeuil. M. Cochard a dit que la main-morte personnelle dans son principe, la main-morte réelle qui en étoit la suite, devoient tomber ainsi que les droits qui la représentent.

« On nous oppose des fictions de droits, a-t-il ajouté; mais est-ce par des fictions & des subtilités de jurisprudence que l'on peut, dans le temple de la liberté, proposer la continuation d'un régime aussi abominable, pendant qu'un décret solennel qui a été reçu avec transport de tous les peuples, l'a aboli sans retour.

» Si ceux qui m'ont envoyé ici, a dit M. de Toulangeon, pour défendre leurs droits, pouvoient penser que je suis monté à la tribune pour être l'apôtre de la servitude, je leur dirai: envoyez-en un autre à ma place; mais comme il ne s'agit que de séparer ce qui est propriété d'avec ce qui est servitude, je puis réclamer de l'assemblée cette juste distinction; peu versé dans cet art seigneurial



& fiscal, je prie l'assemblée de vouloir entendre M. Goupille de Préfeld à ma place ».

On a remarqué en effet dans cette discussion que les droits légitimes des possesseurs de fiefs n'avoient été défendus que par des jurisconsultes.

M. Tronchet a pris la parole, en disant : « Le comité a cherché à ne pas s'écarter de deux principes qui sont dans le cœur de tous les membres de l'assemblée. Le premier consiste à s'armer de la plus grande sévérité contre tout ce qui porte atteinte à la liberté de l'homme. Le second est de respecter jusqu'au scrupule tout ce qui peut porter les marques de la propriété ».

C'est d'après ces principes qu'il a justifié l'article du comité; il a prouvé ensuite qu'il ne devoit point y avoir d'exception pour la Franche-Comté, soit d'après l'autorité de Duñod, auteur Franc-comtois, soit d'après la coutume qui distingue le serf, & l'homme franc qui acquiert un héritage main-mortable, soit d'après la jurisprudence du parlement, antérieure à l'ordonnance de 1549. Enfin, M. Tronchet a conclu que l'article du comité devoit être adopté.

M. Populus a soutenu une opinion contraire avec autant de force que de précision; en remontant à l'origine de la main-morte, en la suivant dans ses progrès, il a dit que vicieuse dans son principe, tous les droits qui la représentent devoient être abolis sans indemnité. Il a présenté les anciens feudistes, comme les apôtres de la servitude; & les campagnes, comme ayant adopté déjà les décrets du 4 août dans toute leur étendue.

M. Goupille l'a réfuté, en soutenant l'article du comité avec énergie. Il a prouvé que le principe & l'exception qui y étoient consignés, respectoient également les droits de l'homme & ceux du propriétaire.

M. Goupille a été interrompu par des murmures qui

annon  
observ  
jamais  
cause  
mes c  
les p  
La  
guer  
liers,  
soit d  
M.  
ment  
les a  
été p  
& déc

To  
morte  
devan  
& en  
leur  
droits  
& dr  
l'usag  
fonds

M.  
conn  
mille  
On a

On  
Palais  
de 17



annonçoient l'impatience d'aller aux voix ; mais l'on a observé , pendant cette discussion , que les nobles n'avoient jamais montré un plus grand calme ; & peut-être leur cause n'en a été que mieux défendue , par ces mêmes hommes qu'ils ont si souvent accusés de vouloir détruire toutes les propriétés.

La discussion a été fermée. M. la Poulie voulant distinguer les actes d'affranchissement obtenus par des particuliers , de ceux qui concernoient les communautés , proposoit de dire , *tous les actes d'affranchissement particuliers.*

M. Thouret, député du Berri , proposoit aussi un amendement relatif aux coutumes allodiales. La question préalable les a écartés l'un & l'autre. Le seul qui a été adopté , a été présenté par M. Vernières : l'article a été mis aux voix & décrété en ces termes :

#### A R T. I V.

Tous les actes d'affranchissement par lesquels la main-morte réelle ou mixte aura été convertie sur les fonds ci-devant affectés de cette servitude , en redevances foncières & en droits de lods aux mutations , seront exécutés selon leur forme & teneur , à moins que lesdites charges & droits de mutation ne se trouvassent excéder les charges & droits usés dans la même seigneurie , ou établis par l'usage & la coutume de la province , relativement aux fonds non main-mortables tenus en censive.

M. Biozat a annoncé , à la fin de la séance , qu'un inconnu avoit déposé entre ses mains trois billets de caisse de mille livres chacun pour être offerts en don patriotique. On a applaudi à la modestie de ce bon citoyen.

---

On souscrit , à Paris , chez CUSSAC , Libraire , au Palais-Royal , N<sup>os</sup>. 7 & 8 , & chez les principaux libraires de l'Europe.



L

RÉS

Au

le com  
l'exister  
quelqu  
en dép  
villes  
tionale  
mation  
réclame  
silence  
députés  
garde  
colonie  
la nation

Lors  
nois, il  
des vic  
main....  
dinaires

" Q  
est-ce l'

Tome